

COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE

**Commission Terroirs
15 décembre 2017**

Laurent Courau

**Directeur du Service Territoires
Chambre d'agriculture GIRONDE**

TERRES d'**a**VENIR



L'article L. 112-1-3 du code rural



*Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics ou privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir **des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole**, font l'objet d'une **étude préalable***

L'étude préalable et les mesures de compensation sont prises en charge par le maître d'ouvrage.

Le champ d'application de l'étude



3 critères cumulatifs

Projets soumis à étude d'impact environnemental **systématique** (exclusion des projets relevant du « cas par cas »)

Emprise du projet située en tout ou partie sur une zone agricole, forestière, naturelle ou à urbaniser délimitée par un doc d'urba + parcelle actuellement affectée à une activité agricole (au sens de l'article L. 311 du code rural) ou l'ayant été dans les 5 ans (3 ans pour la zone AU) précédant le dossier de demande d'autorisation.

Surface prélevée* **de manière définitive** \geq à un seuil défini par arrêté du préfet de département, après avis de la CDPENAF: un ou plusieurs seuils compris entre 1 et 10 ha, en tenant compte des types de production et de leur valeur ajoutée.
A défaut, le seuil est de 5 ha.

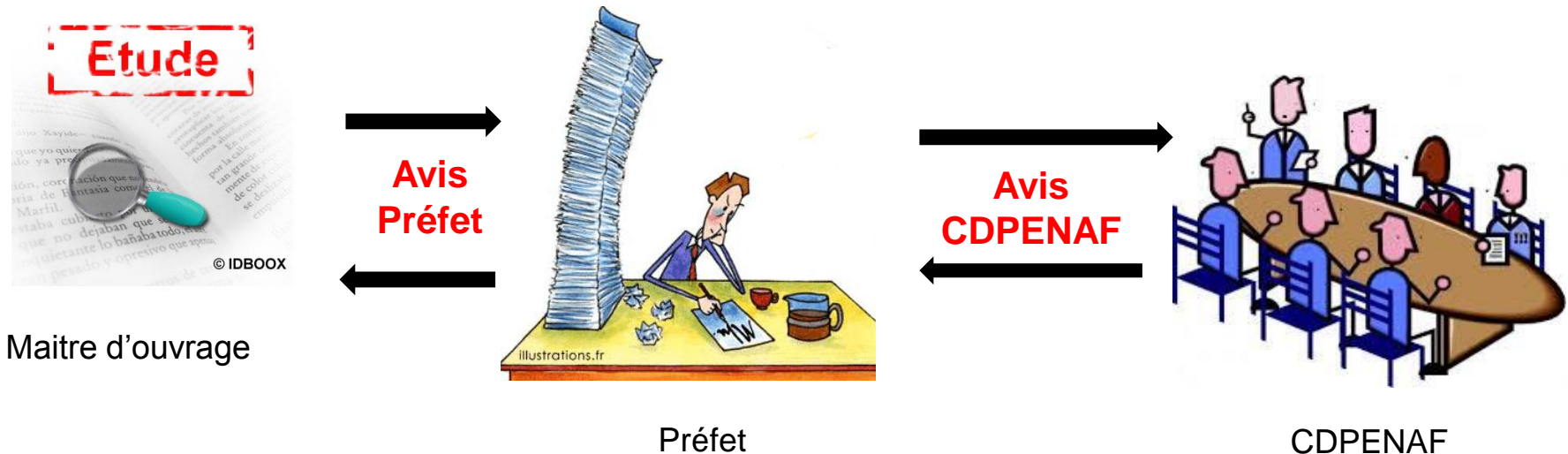
* Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations..., la surface mentionnée correspond à celle prélevée pour la réalisation de l'ensemble du projet.

Seuils départementaux et Etudes d'impacts



- 20^{aine} de départements ont retenu expressément par AP un seuil de 5 ha ou l'ont adopté par défaut.
- 10^{aine} de départements ont retenu un seuil à 1 ha,
- Moins de 10 départements ont retenu un seuil « intermédiaire » entre 1 et 5 ha,
- Rares sont les départements ayant retenu plusieurs seuils (pour tenir compte de la pression urbaine et de productions spécialisées).
- Sont concernés : carrières, parcs éoliens, voie nouvelle > 10 km, photovoltaïque au sol > à 250kwc, lignes elec. > 15km, sup de plancher > 40000m²+10 ha
.....

COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE



- Avis sur les **effets négatifs** du projet, sur la **nécessité des mesures** compensatoires et sur les **mesures** proposées / **AVIS SIMPLES**
- Le maître d'ouvrage **doit informer le préfet de la mise en œuvre des mesures**, et cela de façon périodique.

COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE

Contenu de l'Etude Préalable:



1)- Une description du projet et de la délimitation du territoire concerné

2)- Une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné.

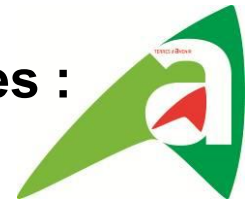
3)- Une étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire concerné (y compris les effets cumulés avec d'autres projets connus) : **4 méthodes proposés à ce jour par les chambres d'agriculture**

4)- Les mesures envisagées et retenues **pour éviter et réduire les effets négatifs** notables du projet. Les raisons pour lesquelles ces mesures ont été jugées insuffisantes.

5)- Le cas échéant, les mesures de compensation visant à consolider l'économie agricole du territoire, leur coût et leurs modalités de mise en œuvre.

Ex. d'une ZA de 50 ha dont 6 ha de zones humides :

1- Evaluation de la perte de potentiel agricole territorial



1.1. Impact direct annuel :

- Surface agricole dans l'emprise.
 - **produit lait 80 % + viande bovine 20 % = 2460 € / ha**
=> 2460 x 50 = 123 000 €.
(source Références 2014 Chambres du GO –CA et AS)
- Surfaces dédiées aux mesures écologiques compensatoires
 - 6 ha de MC avec perte de production de 40 % soit :
(Source...CA et AS + réseau Elevage)
=> 2 460 x 0,4 x 6 ha = 5 900 €

Soit 123 000 + 5 900 = 128 900 € d'impact direct annuel



1.2. Impact indirect annuel

- Impacts indirects sur les filières (aval) : selon les données issues d'Agreste PDL, le CA en agro-alimentaire est = **1,5** du CA agricole => $128\,900\text{ €} \times 1,5 = \mathbf{193\,350\text{ €}}$ d'impact indirect annuel

1.3. Impact global annuel : direct + indirect

impacts direct + indirect

$$193\,350\text{ €} + 128\,900\text{ €} = \mathbf{322\,250\text{ €}}$$

de perte de potentiel agricole territorial/an



1.4. Perte de potentiel agricole territorial

***Durée estimée pour le temps de la reconstitution** du potentiel économique est fixée à 7 ans :

TOTAL potentiel agricole territorial à retrouver
322 250 € x 7 ans = 2 255 750€

***Investissement nécessaire pour la reconstitution** (ratio 1€/4€)

Nécessité d'investir 1 euro pour générer 4 euros de produits :

2 255 750 euros/4 euros = 563 937 € de compensations collectives agricoles à verser au fonds **Soit pour 50 ha: 1,12 €/m²**

Le rôle de la Chambre d'Agriculture de la Gironde



- Assurer sa mission consulaire sur la préservation du foncier (= « éviter » et « réduire »).
- Réaliser l'étude qui évalue l'impact économique sur un territoire : calage de la ou les méthodes, la CA33 n'a pas d'économiste mais organisation régionale
- Se prononcer en CDPENAF : seuil de 5 ha en attendant des retours d'expérience.

Cas de la Gironde



- Proposer des mesures compensatoires et accompagner leur émergence et leur mise en œuvre.
- Gérer le financement de compensation : pas à l'ordre du jour en Gironde (ca)
- Comment valoriser la perte d'AOC (pas de cas en France au niveau des ca)
- Position de la cdpenaf 33
- 2 projets en cours :
 - 30 ha de gravières à Abzac
 - 45 ha de Z.A. à Gauriaguet
- Peu de projets concernés d'après la DDTM ??????